Châtel-Censoir : finances de la commune

Commune · Yonne (89) · 582 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Châtel-Censoir affichait un encours de dette de 886 k€, soit 1 522 € par habitant, une épargne brute égale à 13,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 8,2 ans.

Dette par habitant
1 522 €
886 k€ au total

Capacité de désendettement
8,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
13,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 234 € / hab.
718 k€ au total

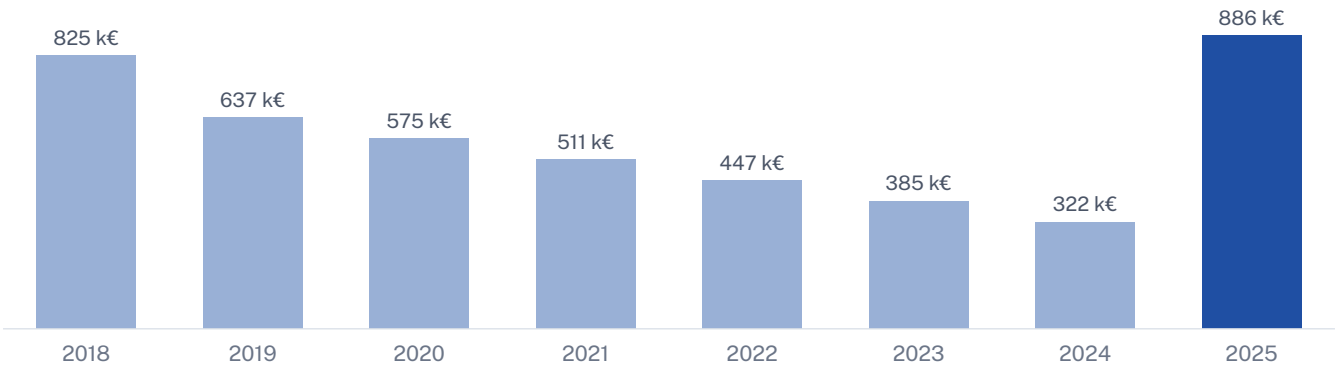
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 234 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	47,1 %	581 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	13,1 %	185 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 522 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	2 119 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	548 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 825 k€ en 2018 à 886 k€ en 2025 (+7,4 %). Valeur la plus basse : 322 k€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	825 k€	11,4 %	9,6 ans	363 k€
2019	637 k€	20,2 %	3,8 ans	24 k€
2020	575 k€	8,9 %	8,6 ans	80 k€
2021	511 k€	-1,5 %	—	141 k€
2022	447 k€	25,7 %	1,8 ans	63 k€
2023	385 k€	11,2 %	4,1 ans	100 k€
2024	322 k€	4,3 %	8,6 ans	189 k€
2025	886 k€	13,1 %	8,2 ans	1,2 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Châtel-Censoir	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 522 €	636 €	+139,4 %
Impôts locaux par habitant	548 €	607 €	−9,8 %
Frais de personnel par habitant	581 €	594 €	−2,2 %
Investissement par habitant	2 119 €	271 €	+682 %
Taux d'épargne brute	13,1 %	12,6 %	
Capacité de désendettement	8,2 ans	3,5 ans	

Jumelles : Issy-l'Évêque (71), Tannay (58), Royère-de-Vassivière (23), Saint-Benoît-du-Sault (36), Saint-Sébastien (23), Carrouges (61), Noyant-d'Allier (03), La Chaise-Dieu (43), Mialet (24), Mailly-le-Château (89). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	654	582	−11 %	−3,1 %
Dette par habitant	974 €	1 522 €	+56,3 %	−33 %
Impôts locaux par habitant	432 €	548 €	+26,8 %	+26,5 %
Frais de personnel par habitant	472 €	581 €	+23 %	+22,9 %
Taux d'épargne brute	20,2 %	13,1 %	−7,1 points	−3,3 points
Capacité de désendettement	3,8 ans	8,2 ans	+4,4 ans	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 062 €		1 383 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Châtel-Censoir	Comparaison
Habitants (2023)	561	−13,8 % depuis 2012 (département : −2,8 %)
65 ans ou plus (2023)	43,6 %	département : 26 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,7 pour 100 habitants	département : 5,1
Salariés du secteur privé (2025)	19	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	45	−43 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	104,1	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

120 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 110 emplois, soit 73 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,5 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,3 %	7 %	6,6 %	9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,4 %	11,1 %	20,1 %	3,6 %
Professions intermédiaires	16,4 %	24,4 %	26,4 %	21,6 %
Employés	32 %	28 %	26,1 %	43,2 %
Ouvriers	32 %	27 %	19,5 %	22,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Yonne (89)) : 10 426 au moins, dont 42,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	992	53,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	524	37,4 %
Employés de libre service	516	23,3 %
Agriculteurs	430	30 %
Attachés commerciaux	318	17,9 %
Serveurs de cafés restaurants	310	58,4 %
Sportifs et animateurs sportifs	302	3 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	290	35,5 %
Agents d'entretien de locaux	248	27 %
Vendeurs en produits alimentaires	198	24,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Châtel-Censoir
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	709 k€ pour 9 projets
Par habitant	1 218 € (communes de même taille : 210 € ; département : 181 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	39,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Démolition du bâti de l'ancien village vacances et renaturation de l'ensemble touristique	494 600 €
2025	DETR	Rehabilitation du reseau d'assainissement collectif	170 140 €
2024	DETR	Renovation thermique et de l'accessibilite du batiment de la mairie	13 598 €
2023	DSIL	Création d'une bibliothèque	5 861 €
2024	DSIL	Acquisition et installation d'un ecran de projection dans la bibliotheque / mediatheque	2 300 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.